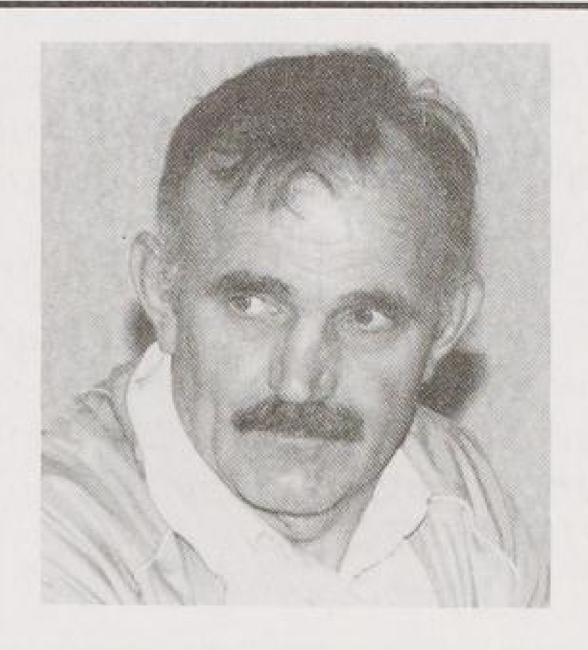
Elie CROS

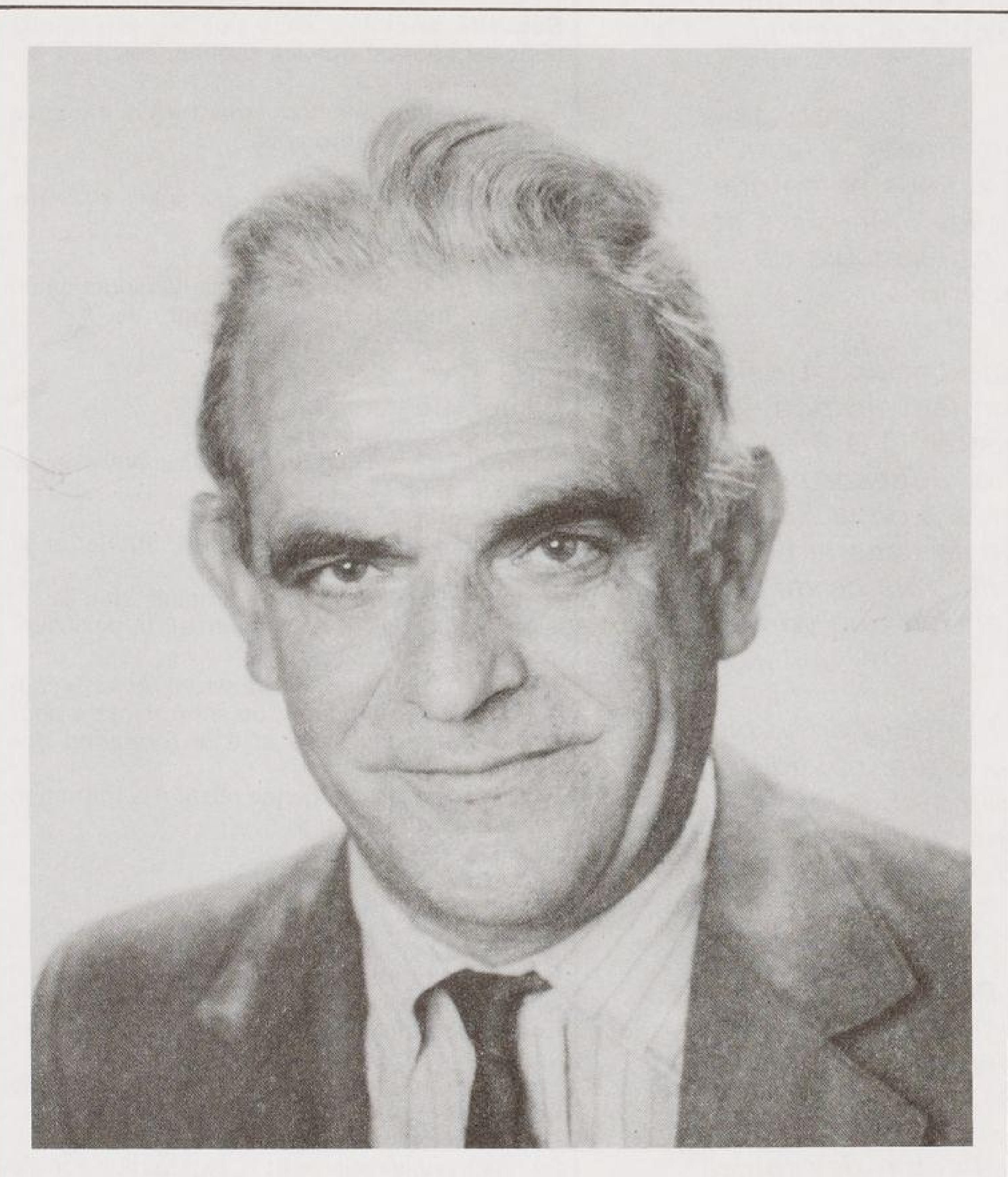
58 ans - Ouvrier textile - Maire adjoint de CASTRES

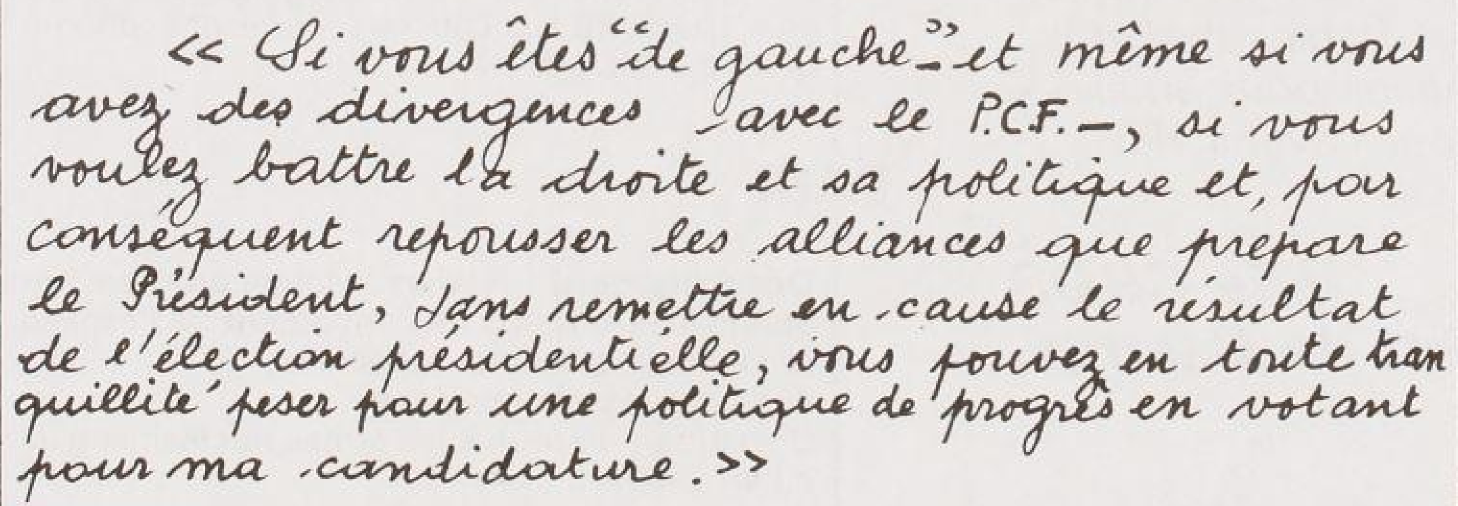
CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

PRESENTE PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Suppléant :
Claude AZAM
Conseiller Municipal
à CASTRES





Pour changer de vie il faut changer de politique.
Or ces élections ont pour but de préparer une alliance durable, au Parlement comme au Gouvernement, entre le PS et une partie de la Droite pour mettre en œuvre la politique liée à la construction de l'Europe de 1992, l'Europe de l'argent-roi. Projet désatreux pour notre pays.
Sincèrement, pensez-vous qu'une telle coalition puisse mettre en œuvre une politique de gauche ?
Jamais la droite n'a soutenu autre chose qu'une politique de droite.
Comme toujours et en toutes circonstances, nous agissons contre l'ensemble de la droite. Celle du centre comme l'extrême-droite symbolisée par le répugnant LE PEN. Comme toujours nous travaillons au rassemblement des forces populaires, des forces de gauche.
Dans cette consultation nous sommes les porte-parole de toutes celles et de tous ceux qui souhaitent pour notre pays une politique moderne. Une politique de justice, de liberté et de paix.

Sciences Po / fonds CEVIPOF
Elections législatives de juin 88 - 3e circonscription du Tarn

A GAUCHE... TOUT SIMPLEMENT

Madame,
Mademoisselle,
Monsieur,

Mon combat de toujours pour la gauche, celle qui « change la vie » m'a conduit à occuper depuis onze ans les fonctions de Maire-adjoint de Castres.

Je m'efforce de m'acquitter des responsabilités que vous m'avez confiées en bon ouvrier, un ouvrier qui, comme beaucoup, est aujourd'hui frappé dans sa chair et dans son cœur par le CHOMAGE.

A quelques jours de cette consultation à laquelle on vous appelle, je m'adresse à vous parce que j'ai la profonde conviction que les Françaises et les Français et, en particulier les électeurs de gauche, vont être abusés et trompés.

En effet, le 8 mai la droite a été battue. Aussitôt MITTERRAND et ROCARD forment un gouvernement comprenant trois ministres U.D.F. et diverses personnalités de droite. Jugeant cette ouverture insuffisante, le Président de la République dissout l'Assemblée nationale dans le but d'élargir la majorité présidentielle vers ce qu'il appelle le centre, c'est-à-dire en fait une partie de la droite.

Ainsi les électeurs qui le 8 mai ont cru en votant F. MITTERRAND faire le choix d'une politique de gauche, c'est-à-dire une politique de progrès, de justice et de paix constatent qu'en réalité c'est une politique de droite qui va être mise en œuvre.

Si je suis candidat c'est donc pour que toutes les femmes et tous les hommes de gauche puissent s'exprimer et se rassembler. En votant pour moi et pour mon ami Claude AZAM vous marquerez votre refus de toutes ces combinaisons politiciennes, vous agirez pour l'union des forces de gauche, vous exigerez de véritables mesures contre le chômage et les injustices pour améliorer votre pouvoir d'achat et pour l'avenir de notre jeunesse.

Elie CROS
Maire adjoint de Castres.

Vu le candidat,

Pour le progrès social, national, démocratique

VOICI
MES PROPOSITIONS

JUSTICE

S.M.I.C. à 6.000 F
Augmentation des petits et moyens salaires, du revenu paysan.

25 % des profits des entreprises suffiraient.

3.000 F mensuels pour les foyers ou personnes seules sans ressources.
Financés par un impôt sur les grandes fortunes qui rapporterait 20 milliards de francs.

Sécurité sociale : Faire cotiser les revenus financiers autant que les salaires, soit 12,5 %.

Toutes les mesures concernant les restrictions de soins seront abrogées.

Remboursement à 100 % des soins afférents aux « longues maladies ».

Baisse de 10 % des loyers par la réduction de 1 % des taux d'intérêt des emprunts.

Contre le chômage :
- Produire français ;
- Développer des coopérations nouvelles avec tous les peuples ;
- S'attaquer à la spéculation ;
- Développer un secteur public moderne et démocratique ;
- Transformer les TUC en emplois stables ;
- Abrogation de la loi Séguin sur la flexibilité.

40 milliards de francs lourds seront prélevés chaque année sur le budget du surarmement pour être affectés à l'école et à la formation des hommes.
Elaborer un plan d'urgence relatif à la formation des jeunes travailleurs.

LIBERTE

Défense de toutes les libertés (y compris dans les entreprises) et des statuts sociaux.
Reconnaissance sans restriction du droit de grève.
Empêcher tout recul social dans le cadre de l'Europe de 1992.
Démocratisation de nos institutions.
En finir avec le racisme et la ségrégation sociale en s'attaquant aux causes sociales et économiques qui les sécrètent.

PAIX

Désarmement : Réviser la loi de programmation militaire. Refus de l'armement de l'espace et de toute armée européenne.
Arrêt des essais nucléaires.
Disparition de toutes les armes nucléaires d'ici à l'an 2000.

PRESSES MIDI-PYRENEES — ALBI

Sciences Po / fonds CEVIPOF